

Papeete, le 10 avril 2012

La Polynésie française, l'indépendance et la paix

Les questions statutaires sont largement évoquées en ces temps de campagnes électorales. On remarquera que les médias et certaines organisations politiques mettent l'accent sur l'organisation d'un référendum d'autodétermination le plus vite possible. On devine pourquoi. Répétons donc que l'objectif présent du Tavini Huiraatira et de l'UPLD est la réinscription de notre pays sur la liste des pays à décoloniser à l'ONU.

Réinscription et référendum font partie du processus voulu par notre mouvement et initié par l'ONU. La réinscription sur la liste du comité des 24 est la première étape, celle de la décolonisation. Avant d'être une nation libre, la Polynésie française doit prouver aux Polynésiens sa capacité à subvenir à tous ses besoins. Cela se fait au travers d'un contrat de développement élaboré par le pays et l'Etat. Le comité onusien ne fait que suivre et veiller au respect du contrat par les 2 parties. Pas plus, mais indispensable car si l'évolution statutaire se limite à un accord avec une majorité du Parlement national, une autre à la faveur de nouvelles élections peut très bien refuser de suivre. L'attitude constante de la droite UMP vis à vis de notre mouvement à de quoi rendre exigeant.

Le contrat de développement s'étale dans le temps. La Nouvelle Calédonie en donne un exemple extrême. Elle a été réinscrite sur la liste de l'ONU en 1985 et le référendum est prévu au plus tôt en 2014, soit 29 ans après. En ce qui les concerne, la majorité et son président estiment que 15 années doivent suffire pour permettre au pays de se relever et convaincre les Polynésiens qu'ils sont capables d'aller plus loin.

Le 2 avril, le secrétaire d'Etat australien aux îles du Pacifique a salué le modèle que constitue la Nouvelle Calédonie dans la région. "Je pense que l'accord de Nouméa est un des processus politiques les plus importants en cours dans le Pacifique", a déclaré M. Marles. Il estime qu'il peut "même être un modèle mondial" partout où se posent "des questions autour de la souveraineté". C'est notre démarche et nous aurions apprécié que l'Australie applique cette vision et soutienne la Polynésie lorsque la question s'est posée au dernier Forum. M. Marles n'occupait pas encore ses fonctions actuelles.

Le programme de développement de l'UPLD est connu. La relance du tourisme, le renouveau de la perle, la terre et la mer pour nourrir et exporter, les énergies renouvelables, la santé accessible à tous, les promesses des fonds marins, etc. Et surtout l'implication de tout un peuple pour son devenir. La majorité se sent capable d'offrir à la France une décolonisation dans la paix, en évitant ce qui a déclenché la révolte kanak et ses plaies qui ne sont pas toutes refermées. L'Etat doit reconnaître l'importance de notre démarche.

Le Tavini Huiraatira comprend que M. François Hollande ne peut se présenter comme celui qui démembre la nation. Il continue néanmoins d'affirmer son droit et sa vision. Le pays ma'ohi devenu souverain dans la paix, la France gagnera un allié et un promoteur de sa culture dans le Pacifique, la région qui deviendra le centre du monde dans les années à venir.

Des voix s'élèvent au nom de la démocratie pour que le référendum soit organisé le plus tôt possible. C'est une supercherie. L'hypocrisie des donneurs de leçons de démocratie s'étale et s'exprime sans aucune honte et parfois violemment. La bêtise fait partie des droits de l'homme, elle doit pouvoir s'exprimer. On constate tous les jours que ce droit fondamental est bien respecté en Polynésie encore française.

Car : 3522